

pays, prononça un discours quelque peu remarquable, dans lequel il déclarait virtuellement que si le parti libéral arrivait au pouvoir, sa politique ne serait pas de bouleverser les industries manufacturières, et il avouait franchement qu'il était convaincu de la nécessité d'adopter le tarif tel qu'il existait. Or, ainsi qu'on le sait, l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright), n'approuva pas cette opinion de l'honorable monsieur, et peu après la réunion du parlement, M. Blake se démit de sa charge de chef de son parti, et un peu plus tard, cessa d'être membre de ce parlement.

A peu près la même chose est arrivée durant la dernière lutte électorale. Je crois avoir raison de dire que l'honorable chef de la droite n'a pas reçu du peuple le mandat de supprimer la protection dont jouissent nos industries, et d'adopter une politique de libre-échange on un tarif de revenu.

Nous trouvons dans le *Witness*, de Montréal, le compte rendu suivant d'une assemblée tenue à Westmount, le 19 mai 1896 :

M. Madore déclare à ses auditeurs qu'il approuve entièrement la politique de M. Laurier. Il est d'accord avec lui au sujet de la réforme du tarif et de l'administration générale des affaires du pays, de même qu'il approuve sa politique concernant la question des écoles du Manitoba. Parlant de la réforme du tarif, qu'il approuve sans restriction, il dit qu'il ne s'agit pas d'un changement radical mais uniquement d'une législation modifiant les droits sur différentes marchandises. La nécessité de réformer le tarif se fait sentir depuis plus d'un an. Tout le monde, y compris les manufacturiers, en retirera des avantages, et perso ne n'en souffrira, ainsi que le parti conservateur veut le faire croire. Cette réforme diminuera les impôts et on peut l'appeler une espèce de protection.

Je crois, M. l'Orateur, que c'est là le fait de se cramponner vigoureusement à notre programme et d'adopter notre politique, en abandonnant celle sur laquelle les honorables chefs de la droite avaient dit vouloir en appeler au peuple.

Voici comment le *Star* rapporte ce même discours :

L'orateur est d'accord avec son chef sur la question du tarif. Le parti libéral ne veut pas faire un changement radical au tarif, mais il veut simplement rétablir les droits sur une base plus équitable—un tarif qui vienne en aide au manufacturier tout en ne pesant pas trop lourdement sur le consommateur.

Cela n'est pas exactement d'accord avec les opinions émises par l'honorable député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright). Ce désir de venir en aide aux manufacturiers n'est pas précisément en rapport avec la politique de faire disparaître tout vestige de protection, politique que l'honorable député du Queen, I. P. E., (M. Davies) s'était engagé à suivre. Mais je ferai observer que l'honorable premier ministre, qui était présent quand M. Madore a prononcé ce discours à Westmount, a déclaré au cours de ses observations :

M. Madore a fort bien défini les questions qui sont soumises aux électeurs.

De sorte que cette déclaration de ne faire aucun changement radical au tarif, mais d'améliorer plutôt l'état des affaires dans le pays, a été chaleureusement approuvée par l'honorable premier ministre qui était là pour demander aux électeurs d'accepter comme étant la politique du parti libéral celle que M. Madore avait énoncée.

Ensuite l'honorable premier ministre a été parler en faveur de l'échevin Préfontaine dans Maison-neuve. M. Préfontaine fit alors connaître ses opinions en présence du premier ministre, qui

appuya sa candidature et demanda aux électeurs de l'élire. Voici ce que M. Préfontaine a dit :

Il (l'Orateur) n'est pas un libre-échangiste, et le parti ne l'est pas davantage ; mais il désire faire comprendre qu'il est favorable à la protection des industries nationales. Par protection il entend la protection accordée à toutes les classes, et non aux industries manufacturières seulement.

Il est inutile, M. l'Orateur, que je retienne la Chambre plus longtemps, et je crois en avoir dit suffisamment pour établir ma prétention, savoir, que l'honorable monsieur n'a pas reçu de mandat de la part du peuple au sujet de la grande question soumise aux électeurs du Canada, le 23 juin, tenant compte de l'importance qu'il a attachée aux opinions émises, en certaines occasions—par les deux honorables ministres qui siègent à sa droite et à sa gauche, sur le libre-échange et la protection.

L'honorable monsieur a prononcé à Saint-Jean, province de Québec, un discours qui ne diffère pas sensiblement de celui prononcé par Son Excellence, et voici ce qu'il a dit :

Nous n'avons pas l'intention de soumettre une législation d'une importance quelconque. La prise en considération des changements au tarif sera ajournée jusqu'à la session, de janvier ou février ; dans l'intervalle mon collègue, M. Fielding, consulera les différents hommes d'affaires dans le pays, et il préparera un tarif qui sera de nature à satisfaire toutes les industries établies, et à diminuer le fardeau de l'impôt.

La protection ne sera pas maintenant mise en pièces ; les industries qui se sont développées sous le régime de la politique suivie depuis dix-huit ans, ne seront pas impitoyablement détruites, mais l'honorable ministre des Finances doit consulter les hommes d'affaires du pays et constater quel tarif devra être adopté comme étant de nature, d'après les paroles de M. Madore, à améliorer la condition des manufacturiers plutôt qu'à détruire leurs industries.

Je ne veux pas pousser la question plus loin, et je me contenterai de dire que, pour ma part, comprenant la nécessité absolue qu'il y a de maintenir la protection en faveur des industries du Canada, loin de regretter le changement des opinions de l'honorable premier ministre, lesquelles représentent indubitablement la politique du parti, je félicite sincèrement et chaleureusement l'honorable monsieur d'avoir enfin pu adopter des opinions plus sages, et je le félicite également de la sécurité dont les industries du pays jouiront en conséquence de ce changement. Mais, ainsi que je l'ai déjà dit, j'affirme que l'honorable monsieur n'en a pas appelé au peuple sur cette question ; et je n'hésite pas à dire que s'il en avait appelé au pays sur cette question, telle qu'elle avait été présentée jusqu'à une époque récente, et telle qu'elle a été expliquée par les discours de l'honorable député de Queen, I. P. E., et de l'honorable député d'Oxford-sud, sans être mêlée à cette malheureuse question qui a été soulevée, et qui a eu un effet si étonnant sur le résultat des dernières élections, l'honorable monsieur siégerait de ce côté-ci de la chambre au lieu d'être où il siège maintenant. A mon avis, il est impossible de voir son changement de front en présence des électeurs du Canada sans arriver à la conclusion que les honorables chefs de la droite, quoi qu'ils puissent penser de la sagesse ou du manque de sagesse de la politique de protection, savent qu'elle est solidement établie dans l'opinion du grand corps électoral du Canada, et leur opposition à cette politique aurait amené leur défaite